



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la modification n° 5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Médard-de-Guizières (33) portée par la communauté d'agglomération du Libournais**

N° MRAe 2021DKNA218

dossier KPP-2021-11395

**Décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2020-1029 du 11 août 2020 modifiant le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020 et du 2 juin 2021 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 2 septembre 2020 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par le président de la communauté d'agglomération du Libournais, reçue le 20 juillet 2021, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de modification n° 5 du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Médard-de-Guizières ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 12 août 2021 ;

**Considérant** que la communauté d'agglomération du Libournais, compétente en matière d'urbanisme, souhaite apporter une cinquième modification au plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 2 juin 2004 de la commune de Saint-Médard-de-Guizières, 2 385 habitants en 2018 sur un territoire de 1 037 hectares ;

**Considérant** que cette modification a pour objet :

- le phasage de l'urbanisation des zones à urbaniser AU ;
- la modification de l'opération d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur de Bofferon nord ;
- la suppression d'un emplacement réservé ;
- la correction d'une erreur matérielle ;

**Considérant** que le phasage des zones à urbaniser AU conduit à ouvrir à l'urbanisation en priorité le secteur de Bofferon nord ; que l'ouverture à l'urbanisation des autres zones AU aura lieu à moyen et long terme après l'achèvement du projet urbain de la zone de Bofferon nord ;

**Considérant** que la modification de l'OAP du secteur de Bofferon nord concerne son aménagement interne (voirie, implantation des constructions, stationnement des véhicules, etc.) tout en maintenant une densité minimale de 20 logements par hectare en compatibilité avec les objectifs du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Grand Libournais ;

**Considérant** qu'à la suite du phasage de l'urbanisation des zones AU, le secteur de Bofferon sud ne sera urbanisé qu'à long terme ; qu'ainsi l'emplacement réservé relatif à la voie de desserte de ce secteur est supprimé ;

**Considérant** que la parcelle ZR 148, occupée par une construction et classée en zone AU lors de l'élaboration du PLU, sera reclassée en zone UB ; qu'elle est d'ores et déjà située en zone urbaine à proximité immédiate d'une zone UB ;

**Concluant**, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification n° 5 du PLU de la commune de Saint-Médard-de-Guizières n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

## **Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du Code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de modification n° 5 du plan local d'urbanisme de Saint-Médard-de-Guizières présenté par la communauté d'agglomération du Libournais (33) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2 :**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n° 5 du PLU de Saint-Médard-de-Guizières est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications.

### Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 16 septembre 2021

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine  
Le président de la MRAe

**signé**

Hugues AYPHASSORHO

<i>Voies et délais de recours</i>
-----------------------------------

**1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Le recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.**

**2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.**

**Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.**